

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISSANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs Chaque annonce répétée... Moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f		31.000f.		
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. -		20.000f. 40.000f		
	Etranger : Autres Pays		23.000f 46.000f		
	Prix du numéro Année courante 600 f		Année ant. 700f.		
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro		Par la poste -		
	Journal légalisé 900 f				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ARRETES

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

2021

13 janvier..... Arrêté ministériel n° 000281 portant certificat de conformité environnementale du projet d'extension de la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL), sise au Mole 8 du Port Autonome de Dakar (PAD), par la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL)	595
15 janvier..... Arrêté ministériel n° 000431 fixant les modalités d'organisation de la Campagne d'exploitation forestière 2021	596
18 janvier..... Arrêté ministériel n° 000496 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité national de Biosécurité (CNB)	623
18 janvier..... Arrêté ministériel n° 000502 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité Scientifique et Technique de Biosécurité	625

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	626
----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ARRETES

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté ministériel n° 000281 du 13 janvier 2021 portant certificat de conformité environnementale du projet d'extension de la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL), sise au Mole 8 du Port Autonome de Dakar (PAD), par la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL)

Article premier. - Le projet d'extension de la Compagnie Sénégalaise du Lubrifiant (CSL), sise au Mole 8 du Port Autonome de Dakar (PAD) est déclaré conforme aux dispositions prévues par la loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement en ses articles L48, L49, L50, L51 et le décret n° 2001-282 du 12 avril 2001 portant application dudit code en ses articles R38, R39, R40, R41, R42 et R43.

Art. 2. - La Compagnie sénégalaise du Lubrifiant est tenue de mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale annexé au présent arrêté. Des rapports de surveillance environnementale devront être fournis semestriellement à la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés, pour rendre compte de l'état de mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale du projet.

Art. 3. - Les services de la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés effectueront, en rapport avec les services concernés, des visites régulières sur le site du projet, afin de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des mesures énoncées dans le plan de gestion environnementale et sociale.

Art. 4. - La non-application des mesures prévues dans ce plan de gestion environnementale et sociale, par la Compagnie sénégalaise du Lubrifiant, entraîne des sanctions prévues par les textes en vigueur.

Art. 5. - Les frais relatifs à la surveillance et au suivi environnemental sont à la charge de la Compagnie sénégalaise du Lubrifiant, promoteur du projet, conformément au plan de gestion environnementale et sociale validé.

Art. 6. - Un mémorandum d'entente sera signé entre la Compagnie sénégalaise du Lubrifiant et la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés pour l'opérationnalisation du suivi environnemental et les mécanismes de mise à disposition des ressources affectées au suivi environnemental.

Art. 7. - Le Directeur de l'Environnement et des Etablissements classés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 000431 du 15 janvier 2021
fixant les modalités d'organisation de la
Campagne d'exploitation forestière 2021

TITRE PREMIER. - DE L'OUVERTURE ET DE LA FERMETURE DE LA CAMPAGNE D'EXPLOITATION FORESTIERE

Article premier. - La campagne d'exploitation forestière 2021, pour les produits contingentés, est ouverte du 1^{er} janvier au 30 septembre 2021.

a) Les coupes de bois pour la carbonisation dans les parcelles s'arrêteront le 31 mai 2021 et la délivrance des permis de coupe de charbon de bois le 31 juillet 2021.

b) Pour les autres produits contingentés, la délivrance des permis de coupe, d'une durée de validité de deux mois, s'arrêtera le 31 mai 2021.

c) Durant les mois de juin et juillet 2021, seules les opérations de façonnage du bois d'œuvre, de service et d'artisanat, de confection de meules, de carbonisation et d'évacuation des produits sont autorisées.

Art. 2. - Les coupes, les opérations de façonnage et la confection de meules sont interdites du 1^{er} août au 30 septembre 2021.

TITRE II. - DE LA CATEGORISATION DES PRODUITS FORESTIERS CONTINGENTES

Art. 3. - Les produits forestiers contingentés sont le charbon de bois, le bois d'œuvre, le bois de service et le bois d'artisanat.

Art. 4. - Le charbon de bois est issu de la transformation par le biais de la carbonisation des espèces classées dans la catégorie bois énergie dans la base de données du SIEFP (Système d'Information Ecologique Forestier et Pastoral).

Art. 5. - Le bois d'œuvre provient des espèces partiellement protégées ou non protégées et utilisées dans la menuiserie/ébénisterie, la construction (charpente) et dans l'industrie dont les diamètres d'exploitabilité sont spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière. Il s'agit entre autres, du kapokier (*Bombax costatum*), du caïllédrat (*Khaya senegalensis*), du linké (*Afzelia africana*), du poirier du Cayor ou « Dimb » (*Cordyla pinnata*) et du *santan* (*Daniellia oliveri*).

Il est subdivisé en deux catégories :

- le bois d'œuvre exploité par les scieries et utilisé dans la menuiserie/ébénisterie, la construction (charpente) et dans l'industrie. Les diamètres minima d'exploitabilité sont spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière ;

- les sujets (pieds) morts d'espèces de bois d'œuvre, utilisés par les artisans/menusiers affiliés à la Chambre des métiers des régions de Tambacounda et Kédougou. Les diamètres d'exploitabilité sont inférieurs à ceux spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.

Art. 6. - Le bois de service comprend les tiges de bambou, les panneaux de « crinting », les piquets, les poteaux et les perches.

Art. 7. - Le bois à usage d'artisanat regroupe :

- d'une part : les palmiers et rôniers morts, les sujets (pieds) des espèces utilisées pour la confection de pirogues ;

- d'autre part : le bois débité, à une longueur ne dépassant pas 1,5 m, issu de sujets (pieds) morts d'espèces de bois d'œuvre, dont les diamètres sont inférieurs aux diamètres d'exploitabilité spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.

TITRE III. - DES ZONES OUVERTES A L'EXPLOITATION

Art. 8. - Sur instructions du Président de la République, l'exploitation forestière des produits contingentés est suspendue jusqu'à nouvel ordre dans la Région de Ziguinchor et, hormis le charbon de bois et le bois de service, cette suspension s'applique aux autres produits contingentés dans les régions de Kolda et Sédhiou.

A l'exception de ces trois régions, elle est autorisée dans toute formation forestière dont le plan d'aménagement validé par le Service des Eaux et Forêts et approuvé par le représentant de l'Etat le prévoit.

a) Les possibilités ces forêts mentionnées dans des plans d'aménagement validés et approuvés en cours de campagne s'ajouteront à celles figurant dans le présent arrêté. Le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols en informera, le cas échéant, les Inspections régionales des Eaux et Forêts (IREF) et les autres acteurs intéressés par note de service.

b) Les modalités d'exploitation par les populations riveraines et les organismes d'exploitants forestiers seront définies dans le titre IV du présent arrêté.

Art. 9. - Les différents produits contingentés sont précisés comme suit :

- Pour les régions ouvertes à l'exploitation :

Régions	Produits contingentés
Tambacounda	charbon de bois, bois d'artisanat, panneaux de crinting, sujets morts d'espèces de bois d'œuvre utilisés par les artisans/menusiers.
Kolda et Sédhiou	charbon de bois, panneaux de crinting, tiges de bambou
Kédougou	panneaux de crinting, tiges de bambou, sujets morts d'espèces de bois d'œuvre utilisés par les artisans/menusiers, palmiers et rôniers morts.
Kaffrine, Kaolack et Fatik	charbon de bois.

TITRE IV. - DES PROCEDURES POUR LA PRODUCTION DE CHARBON DE BOIS

Art. 10. - Hormis les autorisations de carbonisation des produits issus de défrichement ou des parcelles de reboisement privées ou collectives, la production de charbon de bois est exclusivement autorisée dans les forêts aménagées.

Art. 11. - Dans les forêts de terroir aménagées dont la gestion relève de la compétence des Collectivités territoriales, la possibilité est exploitée par :

- les Groupements d'Intérêt Économique (GIE) de blocs regroupant les producteurs locaux provenant des villages riverains des forêts aménagées ;
- les organismes d'exploitants forestiers par le biais, soit d'une contractualisation avec les Collectivités territoriales, soit de la vente de coupe par adjudication.

Art. 12. - Dans les forêts classées aménagées dont la gestion relève de la compétence du Service forestier, la possibilité est exploitée suivant les modalités définies par le Service forestier soit par le biais d'une contractualisation avec les Collectivités territoriales, soit de la vente de coupe par adjudication ou par concession.

Art. 13. - Dans chaque forêt aménagée relevant d'une ou plusieurs communes des régions de Tambacounda, Kolda et Sédhiou, les quantités de charbon de bois mises en contractualisation sont déterminées lors des négociations entre l'Union nationale des Coopératives des Exploitants forestiers du Sénégal (UNCEFS) et le(s) Maire(s) concerné(s).

- Les dispositions du Manuel des procédures administratives et financières des aménagements participatifs sont appliquées.

Art. 14. - Au préalable, chaque Structure locale de Gestion des Forêts (SLGF) propose au Maire les quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales sur la base du niveau d'exécution de la campagne antérieure dûment attestée par le Chef d'Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF).

Art. 15. - Déduction faite des quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales regroupées en GIE au niveau des blocs, le reste de la possibilité est alloué aux organismes des exploitants forestiers conformément aux dispositions de l'article 13 du présent arrêté.

Art. 16. - Les modalités d'exploitation de cette part de la possibilité sont consignées dans un protocole d'accord signé entre le Maire et le Président de l'UNCEFS. Il est visé par le chef d'inspection régionale des Eaux et Forêts.

a) Une discrimination positive sur l'allocation de la quantité initiale sera accordée aux coopératives qui ont beaucoup plus de membres que les GIE des exploitants forestiers ;

b) La signature desdits protocoles d'accord doit intervenir au plus tard 45 jours après la signature du présent arrêté.

Art. 17. - Sur la base des réalisations de la campagne d'exploitation forestière précédente, l'IREF, pour chaque forêt aménagée, propose une affectation d'organismes d'exploitants forestiers aux Maires concernés, tirés de la liste des organismes d'exploitants forestiers agréés par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable. A chaque organisme, on affecte une quantité minimale de 400 quintaux de charbon de bois. Cette répartition est récapitulée et consolidée au niveau régional.

Art. 18. - Des évaluations seront faites au niveau des parcelles exploitées pour apprécier la performance technique des organismes affectataires et des populations locales. La délivrance des permis se fait au regard des résultats d'évaluation.

a) La performance est évaluée sur la base du niveau d'exécution de la part de possibilité allouée, le respect des prescriptions techniques des plans d'aménagement, le respect des modalités d'exploitation (non-utilisation des sourghas pour les producteurs locaux, respect du nombre de sourghas pour les organismes, non-utilisation de la tronçonneuse etc ...).

b) Au niveau régional, sous l'impulsion de l'IREF, la Commission d'évaluation comprenant le chef de secteur, le chef de brigade, le représentant de l'UNCEFS, le représentant des GIE de blocs des producteurs locaux, le représentant du Maire, le surveillant de bloc et le Président de la SLGF devra effectuer au moins 2 missions avant les missions nationales conduites par la Division Aménagement et Productions Forestières (DAPF).

Lors de chaque mission, une fiche d'évaluation de l'exploitation des possibilités par les GIE de blocs et les organismes d'exploitants forestiers sera remplie par le chef de brigade. Toutefois, elle doit être signée au moins par le chef de brigade, le représentant de l'UNCEFS, le représentant des GIE de blocs des producteurs locaux, le surveillant général, le Président de la SLGF qui disposent chacun d'une copie.

c) La fiche renseignera sur les quantités de produits exploités (charbon, bois coupé, meules etc.) par chaque acteur mais également les indicateurs de performance dans l'exploitation des possibilités (respect des règles de coupe, respects des niveaux de prélèvement, utilisation de la meule casamance etc.). Pour éviter un double comptage, les parterres de bois ne seront comptabilisés qu'à la 2^{ème} évaluation.

d) Au niveau national, La DAPF conduira une première mission, au maximum, trois mois après le début de la campagne pour évaluer l'effectivité du démarrage de l'exploitation par les GIE de blocs et les organismes d'exploitants forestiers et le respect des prescriptions techniques. Une deuxième mission d'évaluation de la performance technique des GIE de blocs et des organismes d'exploitants forestiers dans toutes les zones d'exploitation aura lieu au plus tard le 31 juillet 2021.

Toutefois, l'évaluation des produits des chantiers peut se faire au fur et à mesure de la fin des opérations d'exploitation et de carbonisation.

e) Ces missions nationales seront mises à profit pour discuter avec les équipes régionales sur la base des rapports produits et visiter quelques parcelles de coupe pour s'assurer du respect des prescriptions techniques.

f) A l'issue de l'évaluation, une liste rouge des organismes et des GIE de blocs non-performants est arrêté.

g) Sur proposition de l'IREF, les quantités précédemment allouées dans les protocoles peuvent être augmentées ou diminuées en fonction des niveaux de performance.

Art. 19. - Sont agréés des organismes pouvant être intéressés par l'allocation de la ressource forestière pour la production de charbon de bois par le biais de la contractualisation.

Art. 20. - Les possibilités en bois énergie des forêts aménagées de Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kolda, Tambacounda et Sédhiou se chiffrent à 634 856 m³. Ce volume correspond à 977 776 quintaux si la carbonisation est réalisée avec la meule Casamance.

- La liste des forêts aménagées et des parcelles ouvertes à l'exploitation avec leurs possibilités en mètres-cubes et en quantités de charbon de bois au titre de la campagne 2020, sur la base de 101 kg pour un stère de bois anhydre, et un stère pour 0,65 m³ se trouve en annexe 2.

Art. 21. - Le fichage, l'établissement des cartes et l'installation des sourghas par les organismes d'exploitants forestiers doivent intervenir au plus tard le 31 mars 2021. L'IREF fournit un rapport d'installation des producteurs et des organismes d'exploitants forestiers au 31 mars 2021. Passé ce délai constaté dans le rapport fourni par l'IREF, l'organisme ne pourra plus le faire sauf autorisation expresse du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 22. - Afin de pouvoir identifier les membres de GIE de blocs intervenant dans la production, il est délivré, conformément au profil local défini dans le Manuel de procédures administrative et financière, une carte de producteur par la SLGF. Cette carte est visée par le chef de brigade ou de triage.

Art. 23. - L'établissement des cartes de producteurs doit également être fait au plus tard le 28 février 2021. Passé ce délai, la délivrance de nouvelles cartes n'est pas autorisée.

Art. 24. - L'utilisation de la main d'œuvre (sourghas) étant réglementée, elle n'est autorisée qu'aux organismes d'exploitants forestiers professionnels, détenteurs de la carte professionnelle. Toutefois, l'utilisation de « substituants » est permise pour les femmes et les personnes vivantes avec un handicap, membres des GIE de producteurs locaux. Ces substituants doivent impérativement justifier d'une formation en techniques de coupe et de carbonisation.

Afin d'éviter l'usage abusif de cette disposition, les IREF doivent identifier, avant le démarrage des coupes, les membres des GIE de bloc voulant recourir à des substituants et, durant l'exploitation, veiller à l'établissement et la mise à jour du registre des producteurs locaux.

Art. 25. - Le nombre de sourgha à fiche pour chaque organisme d'exploitants forestiers est fait sur la base du taux de productivité de 200 quintaux de charbon de bois par sourgha.

Art. 26. - L'utilisation de la tronçonneuse en vue de la production du charbon de bois est interdite.

Art. 27. - La soumission pour la production du charbon par le biais de la vente de coupe par adjudication est ouverte à tous les opérateurs qui satisfont aux critères exigés par le cahier des prescriptions pour la vente de coupe par adjudication. Un cahier des charges est signé par l'adjudicataire avant le démarrage de l'exploitation.

Art. 28. - Dans les zones aménagées, l'exploitation du charbon de bois est assujettie aux conditions suivantes :

- délimitation et matérialisation (peinture, pare-feu) des parcelles de coupe par la SLGF avec le soutien technique du Service forestier ;

- installation dans les parcelles de coupe par le Maire et le Service forestier, des producteurs locaux des GIE de blocs, identifiables par des cartes de producteurs et des sourghas employés par les exploitants forestiers disposant de cartes d'employés ;

- paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;

- acquittement de la redevance forestière lors de la délivrance du permis de coupe sur la base du constat de production du charbon de bois ;

- le diamètre d'exploitabilité des espèces de bois-énergie est compris entre 10 et 25 cm à l'exception de celui de la Région de Kaffrine compris entre 5 et 25 cm ;

- le prélèvement autorisé est de 50 % du potentiel de bois énergie exploitable ;

- l'utilisation de la meule Casamance est obligatoire pour la carbonisation ou à défaut, tout autre procédé ayant un meilleur rendement ponderal.

TITRE V. - *DES TITRES D'EXPLOITATION* (*permis de coupe, de dépôt et de circulation*)

Art. 29. - Dans les zones aménagées, les permis de coupe sont établis par l'agent des Eaux et Forêts, gérant de caisse intermédiaire de recettes, sur présentation du constat de production délivré à l'organisme d'exploitants forestiers ou à l'organisation des producteurs locaux par le surveillant de bloc à la suite de la mission d'évaluation des productions.

Art. 30. - Les permis de circulation sont établis sur présentation du permis de coupe délivré conformément aux dispositions de l'article 29 ci-dessus, du permis de dépôt, de la quittance de vente de saisie ou des autorisations exceptionnelles.

Art. 31. - La durée maximale de validité des titres d'exploitation est fixée comme suit :

- permis de coupe, toute catégorie de produit, 75 jours dans les zones non aménagées et 45 jours en zones aménagées ;

- permis de dépôt : sept mois à l'exception des pirogues qui ont une durée de validité de neuf mois ;

- permis de circulation : sa durée de validité varie selon la destination du produit et est laissée à l'appréciation du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts. Cependant, elle ne peut, en aucun cas, excéder 72 heures. En cas de panne du véhicule transportant des produits forestiers, la prolongation de la durée de validité du permis de circulation ne peut dépasser 48 heures.

Art. 32. - Les permis de circulation arrivés à expiration, suite à une panne de véhicule de transport ou par immobilisation pour cas de force majeure indépendante de la volonté du chauffeur, ne peuvent être prorogés que par le Chef de l'Inspection régionale des Eaux et Forêts ou par le Chef de secteur des Eaux et Forêts, sur la base d'un constat justifié, effectué par le Chef de brigade forestière ou le Chef de triage concerné.

a) Les camions transportant du bois (de chauffe, d'artisanat, de service) ou du charbon de bois à destination de la ville de Dakar doivent obligatoirement passer par le Poste de contrôle de Bargny pour obtenir un laissez-passer.

b) Le laissez-passer est uniquement utilisé pour la gestion des entrées de produits à Dakar. Sa durée de validité est de 24 heures.

Art. 33. - Dans les zones aménagées et non aménagées, l'intervalle minimal entre l'établissement des permis de coupe et celui des permis de dépôt ou de circulation est fixé comme suit :

Produits	Zones aménagées	Zones non aménagées
Charbon de bois	1 jour	20 jours
Autres produits contingentés	1 jour	10 jours
Produits non contingentés	1 jour	Sur appréciation de l'agent

Art. 34. - Le poids du sac de charbon de bois est indexé à cinquante (50) kilogrammes (kg).

Art. 35. - L'évacuation de produits des chantiers d'exploitation se fera au fur et à mesure de la fin des opérations d'exploitation et de carbonisation. Les dépôts de produits sur chantier sont formellement interdits sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 36. - Conformément aux dispositions du Code forestier, aucun produit forestier ne peut circuler s'il n'est accompagné d'un permis de circulation délivré par le Service des Eaux et Forêts. Aucun autre document, notamment le bordereau de livraison ou la facture, ne peut le remplacer valablement.

TITRE VI. - DES PROCEDURES POUR L'EXPLOITATION DES AUTRES PRODUITS CONTINGENTES

Art. 37. - L'exploitation des autres produits contingentés est autorisée :

- aux détenteurs de la carte professionnelle (en cours de validité) d'exploitants forestiers organisés en coopératives, aux groupements d'intérêt économique, aux sociétés ;
- aux populations villageoises riveraines des forêts aménagées organisées ;
- aux détenteurs d'une autorisation spéciale concernant les produits de défrichement ;
- aux personnes physiques et morales, répondant aux dispositions des cahiers des charges relatifs à la vente de coupe par adjudication des ressources forestières ou bénéficiant d'une concession.

Art. 38. - Dans les zones non aménagées, l'exploitation des autres produits contingentés est assujettie aux conditions suivantes :

- à l'autorisation préalable du Conseil départemental après avis du Conseil municipal concerné ;
- à l'installation des organismes par le Service forestier ;
- au paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;
- au paiement préalable des redevances forestières.

Art. 39. - L'exploitation du bois d'œuvre (pieds morts) est réservée aux artisans/menusiers affiliés à la Chambre de Métiers des régions de Tambacounda et Kédougou. Le nombre total de pieds alloués est de 500, toutes espèces confondues.

- La répartition des quotas de sujets morts d'espèces de bois d'œuvre, utilisés par les artisans/menusiers des Chambres des Métiers se trouve en annexe 3.

Art. 40. - L'exploitation du bois de service n'est autorisée que dans les régions de Tambacounda, Kolda, Sédhiou et Kédougou.

a) Le nombre total de panneaux de crinting et de tiges de bambou autorisé à l'exploitation est respectivement de 95.000 et 40.000 unités.

b) La répartition par région se trouve en annexe 4.

Art. 41. - L'exploitation du bois d'artisanat à usage de sculpture n'est autorisée que dans la Région de Tambacounda. Les quantités autorisées se situent à 8040 stères. A cela s'ajoute une réserve de 1440 stères qui sera répartie en cas de nécessité par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 42. - L'exploitation du bois de vène (*Pterocarpus erinaceus*) est suspendue dans le cadre du quota de sujets morts d'espèces de bois d'œuvre, utilisé par les artisans/menusiers affiliés à la Chambre des Métiers des régions de Tambacounda et Kédougou.

Art. 43. - L'exploitation du dialambane (*Dalbergia melanoxylon*), essence intégralement protégée, est formellement interdite, sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols pour des raisons scientifiques ou médicinales.

- L'exploitation des sujets morts sur pied est suspendue. Toutefois, une dérogation spéciale peut être accordée par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Art. 44. - L'exploitation commerciale des rôniers et autres palmiers est interdite.

Toutefois, sur la base d'un constat effectué par les agents portant sur des sujets morts, le Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts de Kédougou peut ordonner la délivrance de titre d'exploitation à des fins d'usage domestique moyennant le paiement de la redevance y afférente. La quantité maximale autorisée est de 150 pieds.

Art. 45. - L'exploitation du bois de service dans les zones non aménagées se fait obligatoirement après fichage des employés.

Art. 46. - La répartition des quotas en zones non aménagées, pour les autres produits contingentés (panneaux de crinting, tiges de bambou, bois d'œuvre réservé aux menuisiers locaux), tient compte des critères suivants :

- les régions ouvertes à l'exploitation de ce type de produit ;
- le niveau du quota annuel ;
- le niveau d'exécution du quota alloué à chaque organisme lors de la campagne d'exploitation forestière 2020 ;
- le respect des dispositions réglementaires en matière d'exploitation forestière.

Art. 47. - Dans les zones non aménagées, la répartition du quota régional dans les différents départements et communes concernés est faite par la Commission régionale présidée par le Président du Conseil départemental du chef-lieu de région. Sur la base d'un rapport de l'IREF, cette répartition est faite, au plus tard un (01) mois après la signature du présent arrêté.

Art. 48. - Dans les zones non aménagées, les maires de communes concernées fixent, avec l'appui du Service des Eaux et Forêts, les zones d'exploitation et les chantiers de coupe dans les forêts de terroir de leur ressort.

Art. 49. - L'exploitation forestière pour toute nature de produits contingentés est arrêtée dès épuisement des quantités allouées.

TITRE VII. - *DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION DES PRODUITS FORESTIERS*

Art. 50. - Les importations des produits forestiers contingentés au Sénégal font l'objet d'une autorisation délivrée par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

- Les autorisations d'importer ne sont délivrées, sauf dérogation du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, qu'aux détenteurs d'une carte d'import-export ou d'une carte de membre d'un organisme d'exploitants forestiers agréé.

Art. 51. - Aucun produit forestier importé par voie maritime, aérienne ou terrestre ne peut circuler ou être mis en dépôt à l'intérieur du territoire national sans un permis délivré par le Service des Eaux et Forêts.

- Ce permis est gratuit et délivré au vu d'un certificat d'origine et des documents d'importation délivrés par la Douane.

Art. 52. - Les produits contingentés sont exclusivement destinés à la consommation nationale et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'exportation.

TITRE VIII. - *DES TESTS SUR LA VENTE DE COUPE PAR ADJUDICATION*

Art. 53. - L'opération test lancée lors de la campagne 2016-2017 dans les massifs forestiers de Missirah/Kothiary, Boussimbalo et Medina Salam Dingha a fait l'objet d'une évaluation pour apprécier les résultats obtenus. Dans la perspective de la poursuite et la vulgarisation de la procédure d'adjudication, un comité de suivi et de réflexion est mis en place.

Ce comité est composé du :

- chef de la DAPF ;
- conseiller en aménagement forestier du DEFCCS ;

- chef de la Division Suivi Evaluation Formation et Sensibilisation ;

- chef du Bureau Contentieux et de la Brigade nationale.

Il a pour mission de :

- mettre en œuvre les recommandations de la mission d'évaluation ;
- reprendre les tests sur le processus d'adjudication dans les massifs ciblés.

TITRE IX. - *DE LA BONNE GOUVERNANCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'AMENAGEMENT FORESTIER*

Art. 54. - La mise en œuvre d'un plan d'aménagement forestier est assujettie à la mise en place des organes de gestion de la forêt aménagée. Ces organes, à différents niveaux (village, bloc, forêt), veillent à la bonne mise en œuvre du plan d'aménagement.

a) Les SLGF doivent rendre compte de leur gestion (accès à la ressource forestière, respect des prescriptions techniques, gestion des ressources financières etc.) à leurs mandants et aux Collectivités territoriales.

b) Les GIE-filières : Le plan d'aménagement forestier identifie les filières d'exploitation. Les villageois qui veulent s'investir dans l'exploitation forestière doivent s'organiser en groupement d'intérêt économique (GIE).

c) En vue d'une évaluation des structures d'exploitation, des procès-verbaux constatant des infractions aux prescriptions techniques seront rédigés par les chefs de brigade ou de triage.

d) Une liste des organismes et GIE-filières non performants ou non fichés sera arrêté.

Art. 55. - Les projets et programmes ainsi que les IREF apporteront aux Structures locales de Gestion des forêts aménagées (SLGF) l'appui nécessaire pour se conformer aux dispositions de l'article 53.

Art. 56. - Les Collectivités territoriales et les IREF veilleront à ce que les SLGF rendent compte de l'utilisation des fonds d'aménagement et de développement villageois conformément aux dispositions des Plans d'aménagement approuvés par le Représentant de l'Etat et du Manuel des procédures administratives et financières afin d'assurer une bonne gouvernance dans la gestion décentralisée des ressources forestières.

- En aucun cas, pour assurer la séparation des fonctions de production et de contrôle, les Collectivités territoriales ne peuvent se substituer aux structures locales de gestion des forêts aménagées dans la gestion du fonds d'aménagement.

TITRE X. - AUTRES DISPOSITIONS

Art. 57. - La vente, la cession et l'échange de la carte professionnelle d'exploitant forestier sont formellement interdits.

Art. 58. - La vente, la cession et l'échange de permis d'exploitation sont formellement interdits. Les permis qui en feront l'objet seront confisqués nonobstant les sanctions prévues par le Code forestier.

Art. 59. - Tout litige grave au sein d'un organisme peut entraîner le blocage ou la suspension de ses activités d'exploitation. Il en est de même des GIE de bloc des producteurs locaux.

Art. 60. - Tout organisme n'ayant pas exploité son quota durant la campagne pourra être frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'au non renouvellement de la carte professionnelle.

Art. 61. - Tout organisme n'ayant pas respecté les dispositions du cahier des charges sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'au non renouvellement de la carte professionnelle.

Art. 62. - Tout producteur local ou organisme d'exploitant forestier n'ayant pas respecté les prescriptions techniques des plans d'aménagement sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'à son exclusion des activités d'exploitation.

Art. 63. - L'exploitation à titre gratuit du bois de chauffe provenant de la Région de Tambacounda peut être autorisée exceptionnellement par le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols lors des grands événements religieux.

- Ce bois de chauffe ne concerne que le bois mort. Il ne peut être transporté que fendu pour les bois de diamètre allant de 10 à 15 cm, excepté les combrétacées, et débité à une longueur ne dépassant pas 1,5 m.

Art. 64. - Chaque organisme d'exploitants forestiers et chaque GIE de bloc est tenu de présenter au Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts concerné, au plus tard le 31 août 2021, un rapport d'exécution accompagné de la liste à jour de ses membres.

- Les organismes d'exploitants forestiers annexeront aussi au rapport leur carte professionnelle.

Art. 65. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées conformément aux dispositions du Code forestier.

Art. 66. - Les Gouverneurs de région, les Présidents de Conseil départemental, les Maires et le Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ANNEXES

POUR LE CHARBON DE BOIS

Annexe 1 : Liste des organismes agréés pour l'exploitation forestière

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
1.	01/DL	Coop Diourbel
2.	02/DL	Coop Bambey
3.	03/DL	Coop Mbacké
4.	05/DL	GIE Al Hazar Transport
5.	06/DL	Coopérative Touba Mosquée
6.	07/DL	GIE Niaux Jarinu
7.	08/DL	GIE Sope Cheikh Massamba
8.	09/DL	GIE Sopp Serigne Fallou
9.	10/DL	GIE Mouride Saddih
10.	11/DL	GIE Darou Khoudoss
11.	12/DL	GIE Touba Mouride
12.	13/DL	GIE Darou Mbacké
13.	14/DL	GIE Sopey Khadim
14.	15/DL	GIE « Juuk re de Ngouye »
15.	16/DL	GIE Darou Khoudoss
16.	18/DL	GIE Diop et Famille

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
17.	19/DL	GIE Diop et Frères
18.	20/DL	GIE And Diappo
19.	21/DL	Yengou Ecam
20.	22/DL	GIE Jappo Liguèye
21.	23/DL	GIE Al Azhar Nourou Daraini
22.	24/DL	GIE Juuk Re de Ngouye
23.	25/DL	GIE Touba Investissement Productions Services
24.	26/DL	GIE Wakeur Serigne Massamba
25.	27/DL	GIE Touba Bélel
26.	28/DL	GIE Sope Mame Cheikh Ibra Fall
27.	29/DL	Touba Agro Business
28.	30/DL	GIE Borom Ndoulo
29.	31/DL	GIE Nasrou
30.	32/DL	GIE Pinthioum DVF Bambey
31.	01/DK	Coop Bûcherons Cap Vert
32.	02/DK	EGID
33.	03/DK	Coop Hann Equipe
34.	04/DK	Coop Pikine Djidda II
35.	05/DK	Coop Dioubo Liguéye
36.	06/DK	Coop Sculpteurs Cap Vert
37.	10/DK	Coop Sculpteur G. Yoff
38.	11/DK	Refdi Nimzatt
39.	12/DK	Coop Yakar Liguéye
40.	13/DK	Nanoundiral
41.	15/DK	Coop Sam II Bis
42.	17/DK	SICB
43.	18/DK	SOPROFOREST
44.	20/DK	GIE Bok Yakar
45.	21/DK	GIE Thillé Thiaroye
46.	22/DK	GIE Gibraltar
47.	23/DK	GIE Mbagne Nofflaye
48.	24/DK	GIE Ndiaye et Famille
49.	25/DK	GIE Coginec
50.	30/DK	GIE Hamdallaye II
51.	32/DK	GIE AFFE
52.	33/DK	GIE Gouye Gal
53.	34/DK	GIE Yaakar
54.	35/DK	GIE Fédération des Fournisseurs bois
55.	37/DK	GIE Jeunesse Action
56.	39/DK	GIE Art-Sculp. Ch. M. Fadel
57.	40/DK	GIE Nulanguée Design

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
58.	41/DK	GIE Mouniale
59.	42/DK	GIE Bati- Press
60.	44/DK	GIE Kosso Entreprise
61.	45/DK	GIE Khadim Rassoul
62.	46/DK	GIE Gounass Sylviculture
63.	47/DK	GIE ACSARE
64.	48/DK	GIE Cheikhna
65.	49/DK	GIE Parc Pikine Djidah
66.	50/DK	GIE And Bolo Ligguey
67.	51/DK	Coopérative Gnilane Samb
68.	52/DK	GIE Multi-Services Diakha Loum
69.	53/DK	GIE Goxbi
70.	54/DK	GIE Wakeur Cheikh Bassirou Mbacké
71.	55/DK	GIE Macola
72.	56/DK	GIE Al Hamdoulilah
73.	57/DK	GIE Gotel Malika
74.	58/DK	GIE Niaxx Jarinu
75.	59/DK	GIE PRODAF/MSD
76.	60/DK	GIE Sin Thiang
77.	61/DK	GIE Seck et Fils
78.	62/DK	SEH - SERVICES
79.	63/DK	GIE Ndimbeul
80.	64/DK	GIE Guèye et Fils
81.	65/DK	GIE Ande Diappo Ligueye
82.	66/DK	GIE Maalaw Produits
83.	67/DK	AMDIMATA SARL
84.	68/DK	GIE Bokk Diom de HLM Grand Yoff
85.	69/DK	GIE Le Fouladou
86.	70/DK	GIE Bâ et Frères
87.	71/DK	GIE Médina Commerce Détail
88.	72/DK	GIE Bokk Diom de Dakar
89.	73/DK	GIE Ndiassane And Bolo Liguey
90.	74/DK	GIE Defar All Bi
91.	75/DK	GIE Wakeur Khalifa Ababacar SY
92.	76/DK	GIE Walo Gui
93.	77/DK	GIE Zac Mbao
94.	78/DK	GIE Yokouté
95.	79/DK	GIE Moghodaan
96.	80/DK	GIE Khalèye Touba Mouride
97.	81/DK	GIE Darou Salam Sidy
98.	82/DK	GIE Naaw Garab

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
99.	83/DK	GIE Senbizness
100.	84/DK	GIE Porokhane Multiservices
101.	85/DK	GIE Kandé et Frères
102.	86/DK	GIE Dalle Diam
103.	87/DK	GIE Hann Marigot
104.	88/DK	GIE Baye Laye
105.	89/DK	NOMAD
106.	90/DK	GIE Leral
107.	91/DK	GIE Eldji
108.	92/DK	GIE Dialy
109.	93/DK	SMD Agro Business
110.	94/DK	GIE Dental
111.	95/DK	GIE Deni Guedji
112.	96/DK	GIE Manko
113.	97/DK	GIE Les Amis de la Forêt
114.	98/DK	GIE Complexe Macodou Cira Business
115.	99/DK	GIE ThioTall
116.	100/DK	GIE Les Ressortissants du Fouladou de Yeumbeul Bene Barack
117.	101/DK	GIE G7 Consortium
118.	102/DK	GIE Dialy D2
119.	103/DK	GIE Keur Sorel
120.	104/DK	GIE Bambaly
121.	105/DK	GIE Agro-foresterie et Commerce
122.	106/DK	GIE Hafia
123.	107/DK	GIE Wakkilare
124.	108/DK	GIE Thierno Aliou Thierno Yero Baal
125.	109/DK	ENTREPRISE « LAT MULTISERVICES »
126.	110/DK	GIE Karambay
127.	111/DK	GIE Wallondiral
128.	112/DK	Entreprise Amy Diop
129.	113/DK	GIE Guèye Ndiaye & Famille
130.	114/DK	GIE Marodio
131.	115/DK	GIE Diokoo Hamo
132.	116/DK	GIE Sopp Al Maktoum Sy
133.	117/DK	Etablissement Serigne Saliou Mbacké
134.	118/DK	GIE Doghel
135.	119/DK	GIE Cabita
136.	120/DK	GIE Dakhar Gui
137.	121/DK	GIE Bhantal Notaire
138.	122/DK	GIE Hamdallahi

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
139.	123/DK	GIE Kissal Notaire
140.	124/DK	GIE Gawane
141.	125/DK	GIE Dimbaya
142.	126/DK	GIE Touba Darou Salam
143.	127/DK	GIE « Gueye Agroproduction Services »
144.	01/FK	Coop Sine
145.	02/FK	Coop Foundiougne
146.	03/FK	Coop Léona Sokone
147.	04/FK	SOCOTRACO
148.	05/FK	GIE Bokom Diom
149.	06/FK	GIE Bokk Jomm de Sokone
150.	07/FK	GIE Fatick-Sibassor
151.	08/FK	GIE Bokk Guiss Guiss
152.	09/FK	ENTREPRISE DABAKH PRODUCTION SERVICE
153.	10/FK	GIE Tessiko
154.	11/FK	GIE Woyinko
155.	12/FK	GIE Ba & Famille
156.	01/KF	GIE sylvo-agricole de Sagna
157.	02/KF	GIE des exploitants forestiers « And Liguèye » de Kounghoul
158.	03/KF	GIE Mixte d'Exploitants forestiers de Kounghoul
159.	04/KF	GIE Taïf Kounghoul
160.	05/KF	GIE Nataal Alebi
161.	06/KF	GIE Diapale Garap
162.	07/KF	GIE Mixte de Darou Kaffatt
163.	08/KF	GIE Fass Diom
164.	09/KF	GIE Mbayène
165.	10/KF	GIE Ndioum Nguent
166.	11/KF	GIE Touba Koya
167.	12/KF	GIE Deggo Liguéy Médina Salam
168.	13/KF	GIE Dundel Garap
169.	14/KF	GIE Diakaw Saloum
170.	15/KF	GIE Wurnitobe ladde
171.	16/KF	GIE Touba Kounghoul Santhie
172.	17/KF	GIE Diabel
173.	18/KF	GIE Sant Yalla
174.	19/KF	GIE Touba Khéwal
175.	20/KF	GIE Farlu
176.	21/KF	GIE Sope Cheikh Aliou Seck Touba Saloum
177.	22/KF	GIE Beugue Diam
178.	23/KF	GIE Mballoumba
179.	24/KF	GIE Diarraye
180.	25/KF	GIE Sopey Rassoulilahi de Taïf Thiékène

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
181.	26/KF	GROUPE BAMBOUCK SURL
182.	27/KF	GIE EOSA Beg Diam de Fass Thiékène
183.	28/KF	GIE Dieng et Frères
184.	29/KF	GIE Touba Medina
185.	30/KF	GIE Gueum sa bopp
186.	31/KF	GIE de Coura Foutayel 1
187.	32/KF	GIE Diamano
188.	33/KF	GIE Nanondiral
189.	34/KF	GIE Gorgorlou
190.	35/KF	GIE Hamdallahi Peulh
191.	36/KF	GIE Nio Sope Serigne Fallou
192.	37/KF	GIE « Balal Nema Diam Diam »
193.	38/KF	GIE Hamdalaye Thiongane
194.	39/KF	GIE Nafuore
195.	40/KF	GIE Keur Nabou
196.	41/KF	GIE Sope Serigne Adama Sy
197.	42/KF	GIE Kounghoul Diamaguene
198.	43/KF	GIE Sope Serigne Babacar Sy
199.	44/KF	GIE Touba Darou Salam Warane
200.	45/KF	GIE Mame Ndiakhat Touba
201.	46/KF	GIE Touba Taïf Thieckéne
202.	47/KF	GIE Touba Keur Mor Aly
203.	48/KF	GIE Sope Nabi de Kaffrine
204.	49/KF	GIE Jeef Jeel de Touba Nguenye
205.	50/KF	GIE Sobel Diam Diam
206.	51/KF	GIE Sobel Niolé
207.	52/KF	GIE Diamaguène 1 Kounghoul
208.	53/KF	GIE Suxali Sunu Gox
209.	54/KF	GIE Emergent Sopey Khalifa Ababacar Sy de Bidiam
210.	55/KF	GIE « Cissé et Frères »
211.	56/KF	GIE «Sarra Pathé de Sobel Diam Diam »
212.	57/KF	GIE Touba Gallo de Kaffrine
213.	58/KF	Coopérative Nanondiral de Ribot Escale
214.	59/KF	GIE Kawral de Kaffrine
215.	60/KF	GIE « Sope Serigne Babacar Sy de Diamaguene Centre »
216.	61/KF	GIE des Exploitants forestiers de Same Diebel
217.	62/KF	GIE And Takku Liggeey 2014 de Kounghoul
218.	63/KF	GIE Mixte
219.	64/KF	GIE Darou Salam Diamaguene Kounghoul
220.	65/KF	GIE Touba Saloum

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
221.	66/KF	GIE Sinthiou Babou Seye
222.	67/KF	GIE Sénégalaise Agro Pastorale
223.	68/KF	GIE Touba Mosquée
224.	01/KG	GIE Jukkere Endam de Mako
225.	01/KL	Coop Dialègne
226.	02/KL	Coop Koungeul charbon
227.	03/KL	Coop Léona Kaolack
228.	04/KL	Coop Malème Hoddar
229.	05/KL	Coop Kaolack Banlieue
230.	06/KL	Coop Maka Yopp
231.	07/KL	SENEXPLOIT
232.	08/KL	Coop Touba Koungeul
233.	09/KL	Coop Kgheui Bambouck
234.	10/KL	Coop Touba Ndong
235.	11/KL	Coop Nioro du Rip
236.	12/KL	Coop Ndooffane
237.	13/KL	Coop Ndoukoumane
238.	14/KL	SEMVAFORT
239.	15/KL	SOSEXFORMA
240.	16/KL	Coop Pakalamandakh
241.	17/KL	Coop Bamba Moussa
242.	18/KL	Coop Mbaracounda
243.	19/KL	Coop Khosnane
244.	20/KL	Coop Bongré
245.	22/KL	Coop Bamba Mamadou
246.	23/KL	Coop K. Yara Mbaro
247.	24/KL	Coop Kaffrine Escalé
248.	25/KL	Coop Malème Serigne
249.	26/KL	Coop Mabo
250.	27/KL	Coop Dmguène Kaffrine
251.	28/KL	Coop Pey Bamba
252.	29/KL	SEFOTACK
253.	30/KL	Coop Douba Loumpour
254.	34/KL	GIE Dioubo Liguéy
255.	35/KL	GIE Saré Bondji
256.	36/KL	GIE Bok Dioubo
257.	37/KL	GIE And Dioubo
258.	38/KL	GIE Koungeul Santhie
259.	39/KL	GIE Naoudourou
260.	41/KL	GIE Kaungheul Mali
261.	42/KL	GIE Koungeul Bambouck

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
262.	43/KL	GIE Sopp Garab
263.	44/KL	GIE Al Harakatou Barakatou
264.	45/KL	GIE Tackou Liguey
265.	49/KL	GIE Explt F. Kgh Diamag
266.	51/KL	GIE Takku L. de Kountheul
267.	52/KL	GIE Saracounda de Kghl
268.	53/KL	GIE Taïf Kountheul
269.	54/KL	GIE Sam Ngayenne
270.	55/KL	GIE des Exploitants forestiers
271.	56/KL	GIE Book Diom Kgh Mali
272.	57/KL	GIE And Takkou
273.	58/KL	GIE Kountheul
274.	59/KL	GIE Deggo Diamaguène de Kountheul
275.	60/KL	GIE Taïf Ndiobéne
276.	61/KL	GIE Sigil Djiguène Sine Saloum
277.	62/KL	GIE Le Saloum
278.	63/KL	GIE Diamaguène Sara
279.	64/KL	GIE Barry et Frères
280.	65/KL	GIE Mbaye et Famille
281.	66/KL	GIE Diallo & Frères
282.	68/KL	GIE « ando And Ligguey »
283.	69/KL	GIE Mbin Maak Business Company
284.	70/KL	GIE Dental Mbaboumy
285.	71/KL	GIE SOT
286.	01/KD	Coop Bounkiling
287.	02/KD	Coop Vélingara
288.	03/KD	Coop Kolda
289.	04/KD	Coop Bantaguel
290.	06/KD	Coop Kounkané
291.	07/KD	Grpt. Lépreux Kolda
292.	09/KD	GIE Dental
293.	11/KD	GIE Médina Wandifa
294.	13/KD	GIE Diyabougou Coly
295.	14/KD	GIE Wandifa Koura
296.	15/KD	GIE Dabakh Sikilo Nord
297.	17/KD	GIE Khadim Rassoul
298.	18/KD	GIE Moussidal Saré Moussa
299.	19/KD	GIE Wackilare Kolda
300.	20/KD	GIE Ennen
301.	21/KD	GIE Multi-Tâches
302.	22/KD	GIE Baldé et Famille

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
303.	23/KD	GIE Noflaye
304.	24/KD	GIE Soum Soum Ecole Kolda
305.	25/KD	GIE Bamtare Fouladou
306.	26/KD	GIE Fedee Dabo
307.	27/KD	GIE Sinthiang Diaobé
308.	28/KD	GIE Kawral Diaobé
309.	29/KD	GIE Touré & Famille
310.	30/KD	GIE Boumbouya Counda
311.	31/KD	GIE Bamtare Bassoum
312.	32/KD	GIE Diokore Emdam de Vélingara
313.	34/KD	GIE Mballocounda de Dabo
314.	35/KD	GIE Assimirou
315.	36/KD	GIE Darde Kamboua
316.	38/KD	GIE Diarra et Famille
317.	39/KD	GIE Diamankacounda
318.	40/KD	GIE Hafia Koure
319.	41/KD	GIE Kounkande Foret
320.	42/KD	GIE Niaux Tedde
321.	43/KD	GIE Touba Niouroul
322.	44/KD	GIE Coulibaly et Famille
323.	45/KD	GIE Saregayo
324.	46/KD	GIE Medina Gounass
325.	47/KD	GIE Fournisseur de Produit forestier
326.	48/KD	GIE des Groupements des Transports Lourds de Diaobé
327.	49/KD	GIE Bamtaré de Mampatim
328.	50/KD	GIE Djimdjimba
329.	51/KD	GIE Salaamata
330.	52/KD	GIE Nano Ndirale de Mampatim
331.	01/LG	Coop Louga
332.	02/LG	Coop Linguère
333.	03/LG	Coop Kébémér
334.	04/LG	Coop Mouck Mouck
335.	06/LG	Coop Dahra
336.	07/LG	GIE Ngaré Ligoden
337.	09/LG	GIE Takku Liquey
338.	13/LG	GIE Xeweul
339.	14/LG	GIE Khitmatoul Khadim
340.	15/LG	GIE Ardecom
341.	16/LG	GIE Bok Dolé
342.	17/LG	GIE And Taku Liggey
343.	18/LG	GIE des Laobés de Darou Mousty

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
344.	19/LG	GIE Sokhna Faty Issa Diop
345.	20/LG	GIE Bok Diom D. Khoudoss Touba
346.	21/LG	GIE Sokhna Asta Dièye
347.	22/LG	GIE Diap Liguey Baity Diop
348.	23/LG	GIE Ndiaye et Famille
349.	24/LG	GIE Comptoir du Niambour
350.	25/LG	GIE Mouvement des Jeunes Laobés de Louga
351.	26/LG	GIE Sopp Borom Darou
352.	27/LG	GIE Jokoo Liguey
353.	28/LG	GIE Darou Culture
354.	29/LG	GIE Bari Diam
355.	30/LG	GIE And Liguey
356.	31/LG	GIE Kadd Gui
357.	32/LG	GIE Cheikh Saliou
358.	33/LG	GIE serigne Abdou Khoudouss
359.	34/LG	GIE Sopp NABY
360.	35/LG	GIE Amal
361.	36/LG	GIE Sope Serigne Ousmane Ndiaye
362.	37/LG	GIE Le Malaw
363.	38/LG	GIE Technologie du Millénaire
364.	39/LG	GIE Keur Dior
365.	40/LG	GIE Dooley Kayoor
366.	41/LG	GIE Bokk Ngor
367.	42/LG	GIE Diappo Liguèy
368.	43/LG	GIE Mame Khary Mbacké
369.	44/LG	GIE Baye Lakhat et Fils
370.	45/LG	GIE Suxali Djoloff de Linguère
371.	46/LG	GIE Mouvement Aliou Banna Sow
372.	01/MT	Coop Matam
373.	02/MT	Coop Nabadji Civol
374.	03/MT	Coop Bokidiawé
375.	04/MT	GIE Art-Sculpteurs de Matam
376.	05/MT	GIE Habaadir Baasale
377.	06/MT	GIE Dental Jaloubé de Matam
378.	07/MT	GIE Khadimal Mountakha
379.	01/SD	GIE Le Mbollo
380.	02/SD	GIE Tessito
381.	03/SD	GIE Diek Diom Fagne Gathie
382.	04/SD	GIE Medina Bounkiling
383.	05/SD	GIE Dental de Médina Wandifa
384.	06/SD	GIE Fonk Liguèye

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
385.	07/SD	GIE And Dioubo de sédhiou
386.	08/SD	GIE Association des Exploitants forestiers de Goudomp
387.	09/SD	GIE Kassafor
388.	10/SD	GIE Diamwely
389.	11/SD	GIE Nafore
390.	01/SL	Coop Loboudou Doué
391.	02/SL	Coop Thiellé Boubacar
392.	03/SL	Coop Fanaye
393.	04/SL	Coop Guédé Village
394.	05/SL	SOSECOM
395.	06/SL	Coop Dialawaly
396.	07/SL	Coop Fleuve
397.	08/SL	Coop Podor
398.	09/SL	Coop Ndioum
399.	10/SL	Coop Dodel
400.	11/SL	Coop Mpal
401.	16/SL	Coop Walaldé
402.	17/SL	GIE Ly et Frères
403.	18/SL	GIE Famille Dièye de Mpal
404.	19/SL	GIE Diatar
405.	20/SL	GIE Thierno Yaya Ba
406.	21/SL	ENTREPRISE BAMTAARE LENOL DIARNO
407.	01/TB	Coop Koumpentoum
408.	02/TB	Coop Sud Est Tamba
409.	03/TB	Coop Charbonnière
410.	04/TB	Coop Diamaguène Tamba
411.	05/TB	Coop Niani
412.	06/TB	Coop Missirah
413.	07/TB	Coop Kalankadougou
414.	08/TB	Coop Kothiary
415.	09/TB	Coop Méréto
416.	10/TB	Coop Sinthiou Malème
417.	11/TB	Groupement Model
418.	12/TB	SOAMEFORT
419.	13/TB	Coop Fass Gounass
420.	14/TB	GIE Niani
421.	16/TB	GIE Bok Liguey
422.	17/TB	GIE Kawral
423.	18/TB	GIE Sopp Bamba
424.	19/TB	GIE Agrosylvopastoral
425.	20/TB	GIE Touba Bélel

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
426.	21/TB	GIE Ngallou
427.	22/TB	Ass. Des Hanséniens TB
428.	24/TB	GIE Oriental Envment
429.	25/TB	GIE Diam Ak Salam
430.	29/TB	GIE Ndimbal Diaboth
431.	30/TB	GIE Badéma
432.	31/TB	GIE Ida Mouride
433.	32/TB	GIE Dianatou Mahwa
434.	33/TB	GIE Gorgolou
435.	34/TB	GIE Yakar Yalla
436.	35/TB	GIE Gandiol de Tambacounda
437.	36/TB	GIE Kawtal de Koumpentoum
438.	37/TB	GIE Dabakh Malick
439.	38/TB	GIE des Eleveurs de Malème Niani
440.	39/TB	GIE Jokkere Emdam
441.	40/TB	GIE Top et Famille
442.	41/TB	GIE Nfansoucounda
443.	42fTB	GIE Takku Liggey de Tamba
444.	43/TB	GIE Malème Niani
445.	44/TB	GIE Kahone
446.	45/TB	GIE Fassû Bara
447.	46/TB	GIE Bok Jom de Koumpentoum
448.	47/TB	Wakeur Lalbasse DIOP
449.	48/TB	GIE Ben Kaa Weelly
450.	49/TB	GIE Onamedema
451.	50/TB	GIE Fede Dia et Famille
452.	51/TB	GIE Sinthiou Malème
453.	52/TB	GIE Bamtare de Saré Issa
454.	53/TB	GIE Khelcom Sun Thiou Malème
455.	54/TB	GIE Tamba Gouye
456.	55/TB	GIE Dioma
457.	56/TB	GIE Bokk Affaires de Tambacounda
458.	57/TB	GIE Ngayé
459.	58/TB	GIE Koussanar
460.	59/TB	GIE Thièck
461.	60/TB	GIE des dépositaires légaux de charbon
462.	61/TB	GIE Kalanka Thiéké
463.	62/TB	GIE Bamtaré
464.	63/TB	GIE Dande Lenol Niani
465.	64/TB	GIE Ida Seco
466.	65/TB	GIE Nafore

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
467.	66/TB	GIE Sagalé
468.	67/TB	GIE Gaïndé et Famille
469.	68/TB	GIE Niani Kouthia
470.	69/TB	GIE Taf Taf Keba
471.	70/TB	SEBACI SERVICES
472.	71/TB	GIE Diougoule
473.	72/TB	GIE Kandi Kandeema Diwane
474.	73/TB	GIE La Source
475.	74/TB	GIE Sare Diam
476.	75/TB	GIE Dar-Es-Salam
477.	76/TB	GIE Ly Counda
478.	77/TB	GIE Diazaka
479.	78/TB	GIE Hafia Maleme
480.	79/TB	GIE Al Barka Néné
481.	80/TB	GIE Travaux
482.	81/TB	GIE Sate Nafaa
483.	82/TB	GIE Diamegueune College
484.	83/TB	INMAPS AFRICA SUARL
485.	84/TB	GIE Souf Moy Kom Kom
486.	85/TB	GIE Bamtare Holdou Foty
487.	86/TB	GIE Salemata
488.	01/TH	Coop Thiès
489.	02/TH	Coop Sindia
490.	03/TH	Coop Ndiassane
491.	04/TH	Coop Pout
492.	05/TH	SOEXFORCOM
493.	06/TH	Coop Mbour
494.	07/TH	Coop Dbo Liguey SARL
495.	08/TH	Coop Chérif Lô
496.	09/TH	GIE Taku Liguey
497.	10/TH	GIE Cayor Exploitation
498.	12/TH	GIE Keur Cheikh
499.	13/TH	GIE And Jerino Sunu Foré
500.	14/TH	GIE Keur Abibatou
501.	16/TH	GIE Boolo And Ligueye 11/11
502.	17/TH	GIE Gerem Yallah
503.	18/TH	GIE Jappo Médina Fall
504.	19/TH	GIE Fally DIEYE

N°	N° CPEF	Nom de l'organisme
505.	20/TH	GIE Are Sa Ganthiakh
506.	21/TH	GIE Diouf Production et Services
507.	22/TH	GIE Book Yakaar de Joal
508.	23/TH	GIE Dabakh Malick Environnement
509.	24/TH	GIE Bok Diom
510.	25/TH	GIE Jappo Liguèye
511.	26/TH	GIE Africa Entreprise
512.	27/TH	GIE Natangue
513.	28/TH	GIE Sandiara
514.	29/TH	GIE Dione et Frères
515.	30/TH	GIE Dioba Diouba
516.	31/TH	GIE Kador
517.	32/TH	GIE Baba Noumou
518.	33/TH	GIE Sopp Naby
519.	34/TH	GIE Keur Malick Bâ
520.	35/TH	GIE Thioye et Frères
521.	36/TH	GIE Château d'eau Nord
522.	37/TH	GIE Mankoo Liguéye de Bambouck
523.	38/TH	GIE « Exploitation Forestier Jappoo de Pathé »
524.	39/TH	GIE C2D Cayor Dan Dolé
525.	40/TH	GIE And Liguéye Soukhaly
526.	41/TH	GIE Cheikh Ibrahima NIASS
527.	01/ZR	Coop Bignona
528.	02/ZR	Coop santhiaba
529.	04/ZR	Coop Boucotte
530.	07/ZR	Coop Néma
531.	10/ZR	Coop Ziguinchor Périphérique
532.	11/ZR	Coop Dimbaya
533.	13/ZR	Coop Tenghory
534.	14/ZR	Coop Kagnarou
535.	19/ZR	GIE Jeunes Com de Boucotte Sud
536.	22/ZR	GIE EfoK Samboun
537.	24/ZR	GIE Karonghène Karamba
538.	25/ZR	GIE Lawagou
539.	26/ZR	GIE Nianthio SB zgr

Annexe 2 : Forêts aménagées et possibilités en bois énergie en 2021

REGION DE TAMBACOUNDA

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtz)
Koar	1	1	1 095	8 931	13 877,2
	2	6	789	6 547	10 173,5
	3	8	616	4 754	7 387,0
	4	7	784	7 283	11 316,2
	5	6	771	6 626	10 295,9
	6	8	871	6 894	10 712,7
	7	4	752	6 344	9 856,9
	8	5	950	7 596	11 803,8
	9 .....	.....	850	7 452	11 579,1
	Total Koar		7 478	62 427	97 002,4
Koulor	1	3	227	1 516	2 355,6
	2	3	227	3 803	5 909,3
	3	5	779	4 934	7 666,7
	4	8	553	4 556	7 079,3
	5	2	935	5 366	8 337,9
	6	6	999	4 862	7 554,8
	7	5	741	3 254	5 056,2
	8	5	1 574	9 400	14 606,2
	9	5	1 589	8 900	13 829,2
	Total Koulor		7 624	46 591	72 395,2
Koussanar	1	2	981	2 656	4 127,0
	2	2	1 153	2 902	4 509,3
	3	2	1 296	3 406	5 292,4
	4	2	1 420	3 326	5 168,1
	Total Koussanar		4 850	12 290,00	19 096,8
Missirah-Kothiary	1	4	1 704	9 207	14 306,3
	2	8	1 249	7 582	11 781,3
	3	8	1 182	7 116	11 057,2
	4	7	747	6 486	10 078,2
	5	4	679	4 385	6 813,6
	Total Missirah Kothiary		5 561	34 776	54 036,6
Ndogo	1	7	714	2 854	4 434,7
	2	7	845	2 269	3 525,7
	3	7	713	2 280	3 542,8
	4	7	630	1 640	2 548,3
	5	7	641	1 668	2 591,8
	Total Ndogo		3 544	10 711	16 643,2

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtz)
Nettéboulou	1	2	1 226	401	622,9
	2	4	1 601	716	1 113,1
	3	8	1 251	680	1 056,0
	4	2	1 487	902	1 401,2
	5	8	2 517	1 357	2 108,6
	6	7	1 589	916	1 424,0
	7	2	1 317	639	992,8
	Total Ndoga		10 989	5 611	8 718,6
Niani	1	7	550	2 373	3 687,2
	2	7	780	3 795	5 897,1
	3	7	954	4 116	6 395,9
	4	7	875	3 504	5 444,8
	Total Niani		3 159	19 399	21 425,0
Niani Saloum	1	7	635	1 075	1 670,4
	2	7	336	553	859,3
	3	7	270	1 277	1 984,3
	4	7	421	459	713,2
	5	7	406	584	907,4
	Total Niani saloum		2 068	3 948	6 134,6
Ouly	1	7	598	938	1 457,5
	2	7	496	1 371	2 130,3
	3	7	452	974	1 513,4
	4	7	821	2 066	3 210,2
	5	7	383	1 193	1 853,7
	6	7	432	1 091	1 695,2
	7	7	545	1 594	2 476,8
	8	7	250	985	1 530,5
	9	7	241	903	1 403,1
	Total Ouly		4 219	11 115	17 271,0
Paniates	1	7	952	6 751	10 490,0
	2	7	836	6 261	9 728,6
	3	7	949	6 317	9 815,6
	4	7	836	6 553	10 182,4
	5	7	1 264	9 008	13 997,0
	Total Paniates		4 837	34 890	54 213,7
Ségoucouira	1	7	734	5 386	8 369,0
	2	7	865	6 550	10 177,7
	3	7	942	6 564	10 199,4
	4	7	716	5 344	8 303,8
	5	7	1 239	8 071	12 541,1
	6	7	907	6 813	10 586,4
	Total Segoucouira		5403	38 728	60 177,4

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtz)
Maka	1	7	678	2 235	3 472,8
	2	7	404	1 194	1 855,3
	3	7	584	1 735	2 695,9
	4	7	649	1 926	2 992,7
	5	7	952	2 902	4 509,3
	6	7	764	2 250	3 496,2
	Total Maka		4 032	12 242	19 022,2
Sinthiou Bocar Aly	1	4	1 211	3 695	5 741,5
	2	3	1 220	3 721	5 781,9
	3	3	1 104	3 565	5 539,5
	4	7	1 280	3 904	6 066,2
	Total Sinthiou Bocar Aly		4 815	14 885	23 129,0
Sita Niaoulé	1	2	465	4 629	7 192,5
	2	1	776	7 279	11 309,8
	3	6	626	4 730	7 350,4
	Total Sita niaoule		1 867	16 638	25 852,7
Boynguel Bamba	1	8	1 102	3 747	5 822,3
	2	1	915	3 782	5 876,6
	3	2	955	4 423	6 872,7
	Total Boynguel Bamba		2 972	11 952	18 571,6
Gouloumbou	1	1	352	3 092	4 804,5
	2	1	396	3 067	4 765,6
	3	7	473	2 922	4 540,3
	Total Boynguel Bamba		1 221	9 081	14 110,5
Total Région Tambacounda			74 639	345 284	527 800,3

REGION DE KOLDA

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtz)
Saré Gardi	1	4	439	2 436	3 785,17
	2	2	353	1 470	2 284,15
	Total Saré Gardi		792	3 906,00	6 069,32
Thiéwal	1	1	727	6 976	10 839,07
	2	1	427	4 599	7 145,58
	3	1	459	5 193	8 068,64
	4	1	677	6 679	10 378,11
	Total Thiéwal		2 290	23 446	36 431,40

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtx)
Kandiator	1	2	354	4 855	7 543,92
	2	3	1 396	1 4241	22 128,32
	3	8	1 189	14 227	22 106,57
	4	2	1 044	9 509	14 775,52
	5	2	716	8 641	13 426,78
	Total Kandiator		4 699	51 473	79 981,12
Saré Bidji	1	4	488	615	955,77
	2	7	412	311	483,71
	3	5	295	609	946,03
	4	4	517	1 079	1 675,89
	5	2	375	424	659,56
	Total Saré Bidji.....		2 087	3 038	4 720,96
Dar Salam Thierno	1	2	96	643	998,94
	2	2	84	562	873,60
	Total Dar Salam Thierno		179	1 205	1 872,54
Medina Salam Dingha	1	7	717	9 948	15 457,45
	2	7	1 402	21 518	33 435,31
	3	7	1 426	24 141	37 511,10
	Total Medina Salam Dingha.....		3 545	55 606	86 403,86
Saré Bodio	1	7	717	8 216	12 766,40
	2	7	1 402	10 293	15 993,74
	Total Saré Bodio		2 119	18 509	28 760,14
Saré Omar	1	1	133	2 014	3 129,45
	2	6	114	1 838	2 855,97
	3	7	144	2 037	3 165,18
	Total Saré Omar		391	5 889	9 150,60
Bonconto	1	7	776	8 955	13 914,13
	2	5	995	11 327	17 600,37
	Total Bonconto		1 771	20 282	31 514,50
Mballocounda	1	7	627	10 485	16 292,08
	2	7	735	11 121	17 280,32
	3	7	593	8 804	13 680,06
	Total Mballocounda		1 955	30 410	47 252,46
Mballocounda Sissao	1	6	297	2 284	3 548,98
	2	6	317	2 447	3 802,26
	3	6	370	2 859	4 442,45
	Total Mballocounda sissao		985	7 590	11793,69
Total Région Kolda			20 812	221 354	343 950,60

REGION DE SEDHIOU

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtx)
Sakar-Oudoucar	1	5	420	2 867	4 454,9
	2	6	444	3 042	4 726,8
	3	6	350	2 174	3 378,1
	4	6	167	1 867	2 901,0
	5	8	313	1 689	2 624,4
	Total Sakar-Oudoucar		1 694	11 639,00	18 085,2
Boussimballo	1	7	599	2 854	4 434,7
	2	7	810	4 142	6 436,0
	3	7	1 173	6 366	9 891,8
	Total Boussimballo		2 582	13 362,00	20 762,5
Diambaty	1	6	466	4 901	7 615,4
	2	6	535	6 044	9 391,4
	3	6	583	7 379	11 465,8
	Total Diambaty		1 584	18 324,00	28 472,7
	Total Région Sédhiou		5 860	43 325,00	67 320,4

REGION DE KAOLACK

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtx)
Sambandé	1	6	23	97	150,1
	2	6	23	97	150,1
	Total Sambandé		46	193	300,2
N'gamac Badiane	1	5	20	2 457	3 818,3
	Total Ngamac Badiane		20	2 457	3 818,3
Keur Bame	1	5 .....	.....	75	115,9
	Total keur Bame		00	75	115,9
keur Niene Sérere	1	6	15	90,00	139,8
	Total keur Niène Sérère		15	90,00	139,8
Keur Thiandery	1	3	21	121,00	188,0
	Total Keur Thiandery		21	121,00	188,0
Tanda Bartanda Mboudaye	1	5 .....	.....	.....	-00,0
	2	5 .....	.....	.....	-00,0
	3	5	61	221,00	343,4
	Total Tanda Bartanda Mboudaye		61	221,00	343,4
	Total région Kaolack		163	3 157	4 905,6

REGION DE KAFFRINE

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtx)
Maka Yop	1	6	1 089	1 942	3 017,6
	2	6	1 053	2 216	3 443,3
	3	6	909	2 202	3 421,6
	Total Maka Yoo		3 050	6 360	9 882,5
Mousdalifa	1	6	362	874	1 358,1
	2	6	296	756	1 174,7
	3	6	357	939	1 459,1
	Total Mousdalifa		1 015	2 569	3 991,8
Malem Delby	1	6	343	507	787,8
	2	6	456	705	1 095,5
	3	6	540	798	1 240,0
	Total Malem Delby		1 339	2 010	3 123,2
Pima Thiour	1	6	720	659	1 024,0
	2	6	453	447	694,6
	Total Pima Thiour		1 173	1 106,00	1 718,6
Dankou	1	6	74	662	1 028,0
	2	6	80	750	1 165,9
	3	6	63	672	1 044,3
	4	6	90	695	1 080,2
	Total Dankou		307	2 779	4 345,0
Total Région Kaffrine			6 885	14 824	23 061,1

REGION DE FATICK

Massif	Bloc	Parcelle	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtx)
Diomboss	1	3a	16	110	170,9
	Total Diomboss		16	110,00	170,9
Djilor	1	5	108	637	989,8
	Total Djilor		108	637,00	989,8
Velor	1	Da	88	205	318,5
	2	Ba	88	205	318,5
	3	Ga	88	185	287,5
	4	Ga	88	185	287,5
	Total Velor		350	780	1212,0
Keur Baba Samaké	1	8	22	268	416,6
	Total Keur Baba Samaké		22	268	416,6
Sangako	1	4	75	1650	2563,8
	2	4	93	1499	2329,2
	3	4	74	1615	2509,5
	Total Sangako		242	4764	7402,5
Moundé	1	1	11	244	378,8
	Total Moundé		11	244	378,8
Sanghaie	1	1	84	108	167,5
	Total Sanghaie		84	108	167,5
Total Région Fatick			833	6911	10738,2

SYNTHESE DES POSSIBILITES

Massif	Superficie (ha)	Possibilités en bois énergie (m³)	Equivalent en charbon (Qtx)
Tambacounda	74 639	345 284	527 800
Kolda	20 812	221 354	343 951
Sédhiou	5 860	43 325	67 320
Kaffrine	6 885	14 824	23 061
Kaolack	163	3 157	4 906
Fatick	833	6 911	10 738
TOTAL	109 192	634 856	977 776

POUR LE BOIS D'ŒUVRE

Annexe 3 : Répartition par région du quota de bois d'œuvre pour les artisans/menusiers des chambres des Métiers

Région	Quota alloué (pieds)
Tambacounda	400
Kédougou	100
Total	500

POUR LE BOIS DE SERVICE

Annexe 4 : Répartition des quotas de panneaux de crinting et tiges de bambou

Région	Panneaux de crinting (unités)	Tiges de bambou (unités)
Tambacounda	5 000	---
Kolda	25 000	20 000
Sédhiou	35 000	5 000
Kédougou	30 000	15 000
Total	95 000	40 000

Arrêté ministériel n° 000496 du 18 janvier 2021 portant composition et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité national de Biosécurité (CNB)

Chapitre premier. - Dispositions générales

Article premier.- Le présent arrêté fixe la composition et précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité national de Biosécurité (CNB) mentionné à l'article 3 du décret n° 2017-1053 du 19 mai 2017 fixant les modalités d'organisation, de fonctionnement et les attributions de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 2. - Le Comité national de Biosécurité est un organe consultatif qui assiste, par ses avis et recommandations, la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité (ANB).

Art. 3. - Le Comité national de Biosécurité a pour mission de donner son avis sur toutes les questions d'ordres éthique, religieux, social, économique et culturel qui sont soulevées par l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou de produits dérivés issus de la biotechnologie moderne. Le Comité national de Biosécurité est, en outre, chargé :

- de veiller à ce que l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou produits dérivés issus de la biotechnologie moderne soit conforme aux us et coutumes des populations du Sénégal, ne perturbe pas les systèmes traditionnels de production et se fasse dans l'intérêt du pays ;
- d'alerter la Direction exécutive de l'ANB sur tout effet défavorable lié à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou produits dérivés, en particulier sur les plans éthique, religieux, social, économique et culturel ;
- d'organiser, en relation avec la Direction exécutive de l'ANB, les conditions de la participation du public au processus de prise de décision ;
- de fournir un cadre de concertation et d'échange sur les questions concernant la biotechnologie moderne et la biosécurité ;
- de contribuer à l'élaboration du rapport annuel d'activités de l'ANB.

Art. 4. - Le Comité national de Biosécurité comprend trente-deux (32) membres, y compris le Président, dont :

- un représentant de l'Assemblée nationale ;
- un représentant du Conseil économique social et environnemental ;
- un représentant du Haut Conseil des Collectivités territoriales ;

- un représentant du Ministère en charge des Forces armées ;
- un représentant du Ministère en charge de la Santé ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Agriculture ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la recherche ;
- un représentant du Ministère en charge de la Pêche ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Environnement ;
- un représentant du Ministère en charge du Commerce ;
- un représentant du Ministère en charge de l'Elevage ;
- un représentant de la Direction générale des Douanes ;
- un représentant de la Direction de la Protection civile ;
- un représentant de l'Institut sénégalais de Recherches agricoles ;
- un représentant de l'Institut de Technologie alimentaire ;
- un représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar ;
- un représentant du comité national d'éthique et de bioéthique ;
- un Point focal national pour le Protocole de Cartagena ;
- un représentant de l'Union des Associations des Elus locaux du Sénégal ;
- huit (08) membres de la société civile ;
- deux (02) membres des organisations de producteurs ;
- trois (03) personnes ressources désignées par le Directeur exécutif.

Lorsqu'un membre perd la qualité pour laquelle il a été désigné ou en cas d'empêchement ou de démission, il est procédé à son remplacement sur demande du Directeur exécutif de l'ANB.

Art. 5. - Les membres du comité sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement.

Chapitre 2. - Organisation et fonctionnement

Art. 6. - Le Comité national de Biosécurité comprend un Bureau constitué d'un Président, d'un Vice-président qui le supplée en cas d'absence et d'un Rapporteur.

Le Président, le Vice-président et le Rapporteur sont choisis au sein du Comité à la suite d'une élection à la majorité des deux tiers des membres présents. Le mandat du Président et du Vice-président est d'une durée de trois ans renouvelable une fois.

Le Secrétariat du Comité national de Biosécurité est assuré par la Direction exécutive de l'ANB.

Le Comité national de Biosécurité peut constituer en son sein, en accord avec la Direction exécutive, des groupes de travail ad hoc appelés à instruire des dossiers inscrits à l'ordre du jour de ses réunions ou à conduire, dans le cadre des compétences du Comité, toute étude jugée pertinente. Le Président, après consultation du Vice-président, décide de la mise en place d'un groupe de travail, détermine sa taille et sa composition et fixe sa mission ainsi que sa durée.

Art. 7. - Le Comité national de Biosécurité est obligatoirement saisi, pour avis, à l'initiative du Directeur exécutif de l'ANB toutes les fois qu'une notification ou demande d'autorisation est instruite.

Les saisines pour avis sont adressées au Président du Comité national de Biosécurité. Elles sont accompagnées de toutes les pièces utiles à leur examen. Le Président, après consultation du Vice-président, décide des modalités de traitement de chaque saisine. L'avis du Comité national de Biosécurité est transmis par le Président au Directeur exécutif de l'ANB.

Art. 8. - Le Comité national de Biosécurité peut s'autosaisir de toute question relevant de sa compétence dans les conditions et sous les modalités déterminées par son Président.

Art. 9. - Le Comité national de Biosécurité peut saisir le Comité scientifique et technique de Biosécurité de toute question qui lui paraît pertinente. Le Comité scientifique et technique de Biosécurité y répond sous la même forme dans les limites de sa compétence.

Art. 10. - Le Comité national de Biosécurité se réunit en session ordinaire au moins trois fois par an sur convocation de son Président. La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés par le Secrétariat à chaque membre au moins quinze jours avant la date prévue de la réunion.

Les réunions du Comité national de Biosécurité ont lieu au siège de l'ANB ou à tout autre endroit indiqué sur la convocation.

Lors de ses réunions, le Comité national de Biosécurité peut s'adjoindre toute personne dont les compétences sont utiles à ses travaux.

Art. 11. - Le Comité national de Biosécurité se réunit en session extraordinaire, sur convocation de son Président, des deux tiers de ses membres ou du Directeur exécutif de l'ANB à chaque fois que de besoin et dans les cas prévus aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

Art. 12. - Le Comité national de Biosécurité ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une seconde convocation portant sur le même objet dans un délai de quinze (15) jours. Si, lors de la seconde convocation le quorum n'est pas atteint, le Comité national de Biosécurité délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 13. - Les réunions du Comité national de Biosécurité font l'objet d'un procès-verbal adressé aux membres du comité et au Directeur exécutif de l'ANB.

Chapitre 3. - *Dispositions finales*

Art. 14. - Le Comité national de Biosécurité préserve la confidentialité des informations qu'il est amené à connaître, notamment au regard des règles relatives à la protection de la propriété intellectuelle et industrielle. Ses membres ou toute autre personne consultée par le Comité national de Biosécurité sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues par les lois et règlement en vigueur.

Art. 15. - Le Comité national de Biosécurité élabore un règlement intérieur qui précise notamment les règles de déontologie applicables aux membres du Comité et les règles relatives à l'organisation technique du travail. Le règlement intérieur est adopté à la majorité des deux tiers des membres du Comité national de Biosécurité.

Art. 16. - L'arrêté n° 2012-2935 du 22 mars 2012 portant composition du Comité national de Biosécurité est abrogé.

Art. 17. - Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 000502 du 18 janvier 2021
portant composition et fixant les modalités
d'organisation et de fonctionnement du Comité
Scientifique et Technique de Biosécurité

Chapitre premier. - *Dispositions générales*

Article premier.- Le présent arrêté fixe la composition et précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité scientifique et technique de biosécurité mentionné à l'article 3 du décret n° 2017-1053 du 19 mai 2017 fixant les modalités d'organisation, de fonctionnement et les attributions de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 2. - Le Comité scientifique et technique de Biosécurité est un organe consultatif à caractère scientifique qui assiste, par ses avis et recommandations, la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité (ANB).

Art. 3. - Le Comité scientifique et technique de biosécurité est chargé notamment :

- d'évaluer les dossiers de demande d'autorisation pour l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et/ou produits dérivés ;
- de procéder à l'évaluation des risques et de proposer toute mesure assurant l'innocuité des OGM et/ou produits dérivés ;
- de proposer des mesures correctives et de valider les plans de gestion des risques liés à l'utilisation des OGM et/ou produits dérivés ;
- de réaliser, le cas échéant, une contre-expertise de l'évaluation des risques soumise par le notifiant ;
- de vérifier la fiabilité des informations fournies par le notifiant et leur caractère complet.

Chapitre 2. - *Organisation et fonctionnement*

Art. 4. - Le Comité scientifique et technique de biosécurité est composé de dix-sept (17) membres, dont :

1. un spécialiste en génétique des plantes ;
2. un spécialiste en génétique animale ;
3. un spécialiste en biologie des ressources halieutiques ;
4. un spécialiste en phytopathologie ;
5. un spécialiste en botanique ;
6. un spécialiste en entomologie ;
7. un spécialiste en toxicologie ;
8. un spécialiste en écologie ;
9. un spécialiste en agronomie ;
10. un spécialiste en biologie moléculaire ;
11. un spécialiste en biotechnologie ;
12. un spécialiste en sécurité sanitaire des aliments (codex alimentarius) ;
13. un spécialiste en nutrition ;

14. un spécialiste en santé publique ;
15. un spécialiste en environnement ;
16. un spécialiste en microbiologie ;
17. un spécialiste en médecine vétérinaire.

Les membres sont choisis à la suite d'une consultation menée par le Directeur exécutif de l'Autorité nationale de Biosécurité et nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement.

Art. 5. - Le Comité scientifique et technique de Biosécurité comprend un Bureau constitué d'un Président, de deux Vice-présidents et d'un Rapporteur élus par ses membres à la majorité des deux tiers.

Le secrétariat est assuré par la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 6. - Les saisines du CSTB sont adressées à son Président. Elles doivent être accompagnées de toute la documentation nécessaire à leur examen. Le droit de saisine appartient au Directeur exécutif de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Art. 7. - Sur chaque saisine, le Président convoque l'ensemble des membres du CSTB pour son examen. Il veille à ce que les membres reçoivent le dossier de la saisine, huit jours au moins avant la date prévue de la réunion, et fixe les modalités de traitement du dossier.

Art. 8. - Au besoin, le Président peut faire appel à des experts externes au CSTB.

Art. 9. - Avant d'entrer en fonction, les membres du CSTB signent une déclaration sur l'honneur.

Art. 10. - Tout membre du CSTB ayant un intérêt direct ou indirect ou étant impliqué dans le dossier soumis à examen n'assiste pas à l'étude dudit dossier.

Art. 11. - Le CSTB peut demander des informations complémentaires par écrit au notifiant, par l'intermédiaire de la Direction exécutive de l'Autorité nationale de Biosécurité

Art. 12. - Le secrétariat dresse les procès-verbaux des réunions. Il en adresse copie à chaque membre séance tenante.

Art. 13. - Les avis du CSTB sont transmis par le Président, au Directeur exécutif de l'Autorité nationale de Biosécurité.

Chapitre 3. - *Dispositions finales*

Art. 14. - Le Comité scientifique et technique de Biosécurité élabore un règlement intérieur qui précise notamment les règles de déontologie applicables aux membres du Comité et les règles relatives à l'organisation technique du travail. Le règlement intérieur est adopté à la majorité des deux tiers des membres du Comité scientifique et technique de Biosécurité.

Art. 15. - Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

**Récépissé de déclaration de modification
de l'Association n° 14516/MINT/DAGAT/DEL/AS
du 07/06/2010**

Le Directeur général de l'Administration territoriale,

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,
donne récépissé à Monsieur le Président
d'une déclaration en date du : 15 avril 2021
faisant connaître le changement suivant :

Bureau

dans l'Association dont le titre est :

**GROUPEMENT ECONOMIQUE
DU SENEGAL (G.E.S)**

dont le siège est situé : 21, Avenue Faïdherbe à Dakar

Composition du Bureau

Mor Maty SARR *Président* ;
Mafall FALL *1^{er} Vice-président* ;
Cheikh Mouhamadou SOURANG
..... *2^{ème} Vice-président* ;
Serigne Sohaïbou GUEYE *Secrétaire général* ;
Mamadou Lamine SOW *Trésorier général* ;
Serigne MB. Khassim DIAKHATE
..... *Trésorier général adjoint*.

Décision prise le : 27 mars 2021

Pièces fournies : Procès - verbal

Dakar, le 10 mai 2021

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association :
« TOUBA TOUL CA KANAM ».

Objet :

- créer des liens de solidarité et d'entraide entre ses membres ;
- promouvoir le développement durable dans la Commune de Touba Toul.

Siège social : Sis à Touba Toul, chez le Président
- Département de Thiès

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association
MM. Seyni Camara DIOUF, *Président* ;

Doudou Mohamet GAYE, *Secrétaire général* ;

Assane DIONE, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 21-060 GRT/AA en date du 14 avril 2021.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES
COMMUNICATEURS TRADITIONNELS
DE LA VILLE DE RUFISQUE (ACTVR)

Siège social : Champs de Course,
Chez le Président, villa n° 821 - Rufisque

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité pour une émancipation sociale ;
- promouvoir des activités de développement socioculturel au niveau communautaire ;
- mener d'autres activités de formation et de capacitation de ses membres, pour une meilleure prise en charge de grands projets socioculturels.

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association
MM. Cheikh MBAYE, *Président* ;

Mababa FALL, *Secrétaire général* ;

M^{me} Walimata FAYE, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 000101 GRD/AA/BAG en date du 29 avril 2021.

**Récépissé de déclaration de création
de l'Association n° 020333/
MINT/DGAT/DLPL/DAPA**

Le Directeur général de l'Administration territoriale

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,
donne récépissé à Madame la Présidente
d'une déclaration en date du : 20 août 2020
faisant connaître la constitution d'une association ayant
pour titre :

**ALLIANCE NATIONALE CONTRE
LA TUBERCULOSE AU SENEGAL**

dont le siège social est situé : Lot AW n° 08, Cité Keur
Gorgui, Sacré Cœur Pyrotechnique à Dakar

Décision prise le : 24 mars 2020

Pièces fournies :

Statuts

Procès-verbal

Liste des membres fondateurs

Composition du Bureau

Mame Coumba Codou FAYE *Présidente* ;
Amath DIOUF *Secrétaire général* ;
Siga Fatouma DIOUF *Trésorière générale*.
Dakar, le 06 mai 2021

Etude de Me Ahmadou Lamine Bara NDIR
Notaire Titulaire
De la Charge de Diourbel I
Quartier Escalé (En Face SONATEL)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3188/
Baol, appartenant à Monsieur Atoumane LY. 2-2

OFFICE NOTARIAL
M° Abdel Kader NIANG
Titulaire de la Charge de Thiès II créée en 2004
Place de Sousse - Immeuble DIOUCK, n°29

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.221/
TH du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Mamadou NDIAYE. 1-2

OFFICE NOTARIAL

Aïda SECK
Successeur de Mes Lake-Diop, Mbaké & Cissé
Place de France - BP 949- THIÈS

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 770/
TH du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Fallou NDIAYE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1173/
MB du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Oumar SOW. 1-2

Etude de M° Moussa MBACKÉ,
notaire à Dakar

27, Avenue Georges Pompidou BP. 6.655 - DAKAR

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 5.095/
NGA (ex. TF n° 6.345/GRD), appartenant aux consorts
NGUIRANE, DIAW, SAMBA et autres. 1-2

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{es} Papa Ismael Kâ & Alioune Kâ
94, Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 11.806/
NGA de la Commune Ngor Almadies, appartenant à
Monsieur Mouhamedine NDIAYE. 1-2

OFFICE NOTARIAL

Me Amadou Moustapha Ndiaye,
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés
83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2092/
GR du livre foncier de Grand-Dakar, appartenant à Mon-
sieur El Hadji Abdoukhadr NDIAYE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°2907/
NGA du livre foncier de Ngor Almadies, appartenant à
Madame Fatou NDIAYE. 1-2

SCP NDIAYE & NDIAYE
Me Mamadou D. Tanor NDIAYE &
Me Yaye Toute Sylla NDIAYE
Notaires associés

10, Rue Mohamed V - B.P. 22.922 - Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.123/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.139/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.855/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.181/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El
Hadji Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 952/KL
du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El Hadji
Alioune KEBE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 330/FK
du livre foncier de Fatick, appartenant au Sieur El Hadji
Alioune KEBE. 1-2

SCP NDIAYE & NDIAYE
Me Mamadou D. Tanor NDIAYE &
Me Yaye Toute Sylla NDIAYE
Notaires associés

10, Rue Mohamed V - B.P. 22.922 - Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 910/KL
du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur El Hadji
Alioune KEBE. 1-2

Etude de M^{es} François Sarr & Associés
Société civile professionnelle d'avocats

33, Avenue Léopold Sédar Senghor BP : 160 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2657/
DP, appartenant à Madame Mame Anta NIANG. 1-2

CABINET CTD
Me Cheikh Tidiane DABO
Avocat à la Cour

Elisant domicile au Sénégal

Cabinet de Me Cheikh Khoureyssi BA - Sicap Amitié III

Villa n° 4378, 2^e étage Appt. M6

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 775 de
Rufisque, appartenant à Madame Aminata NIANG hé-
ritière de feu Khaly NIANG. 1-2